

**La politique étrangère des Etats-Unis sous
Barack Obama : une politique véritablement
renouvelée ?**

**Nicolas MOULIN
Vincent SATGE**

Sommaire :

- I - Des gestes de bonne volonté qui visent à le différencier de son prédécesseur
- II – Déterminer la ligne de politique étrangère de Barack Obama : un exercice périlleux
- III - La poursuite d'un inexorable déclin américain sur la scène internationale ?



Les Yeux du Monde.fr

Introduction

Lors du discours prononcé après sa victoire à l'élection présidentielle, le 4 novembre 2008, Barack Obama avait dressé en quelques phrases sa vision du rôle de l'Amérique dans le concert des nations : « Et à toutes celles et tous ceux qui nous regardent ce soir au-delà des mers, dans des parlements et des palais, à celles et ceux qui sont rassemblés autour de leur radio dans les coins les plus reculés du monde : nos histoires sont singulières mais nous partageons la même destinée et une nouvelle naissance pour le *leadership* américain est à portée de main ». Ce nouveau *leadership* américain apparaît rien de moins qu'une nécessité à la fin du second mandat de George W. Bush. En effet, alors que la « crise des subprimes » ravage le système économique américain et que les Etats-Unis sont engagés dans des opérations militaires d'ampleur en Afghanistan et en Irak, le pays paraît dépourvu de tout moyen d'action. En outre, du fait d'une politique extérieure agressive et unilatérale (ou du moins considérée comme telle), le *soft power* des Etats-Unis paraît clairement amoindri.

Comment rétablir un *leadership* américain plus acceptable par le reste du monde ? Le Président américain nouvellement élu a axé son programme de politique extérieure sur un virage à 180° : mettre fin aux deux guerres héritées ; reconnaître la multipolarité du monde en portant une plus grande attention aux puissances émergentes ; changer d'approche à l'égard des ennemis déclarés par l'administration Bush. Ce plan vise donc à renouveler

entièrement le logiciel extérieur américain.

Pour autant, peut-on parler d'un véritable changement de politique ? A la fin de son second mandat, le Président Bush a tenu une ligne que n'aurait pas renié Barack Obama. Lors de la crise financière en 2008, George W. Bush a ainsi convoqué le G20 à Washington là où était d'habitude invité le G7. De même, en septembre 2007, le Président américain n'est pas intervenu pour détruire la centrale nucléaire d'Al-Kibar construite en Syrie, laissant Israël mener seul les opérations. Enfin, argument souvent avancé par les démocrates en pleine crise ukrainienne, c'est sous la présidence Bush que la Géorgie s'est retrouvée bien seule face à une Russie décidée à en découdre. Loin d'être aveuglé de bout en bout de sa présidence par la doctrine néoconservatrice, George Bush fils s'est autant rendu compte que Barack Obama que l'Amérique ne pouvait plus intervenir à tout bout de champ.

Ces éléments nous permettent finalement de nous interroger sur le sens de cette politique : est-ce véritablement un renouveau ou la continuité par d'autres moyens de la politique précédente ?



Des gestes de bonne volonté qui visent à le différencier de son prédécesseur

Le reset russe

L'un des premiers gestes de bonne volonté affichés par l'administration Obama est de relancer le dialogue avec la Russie. Dès le 7 février 2009, Joe Biden parle d'un « reset » des relations avec la Fédération de Russie. Une approche qui tranche avec celle de la précédente administration, plus agressive et portée sur l'affirmation de la puissance américaine. Le *reset* se traduit d'abord par de nouvelles coopérations : Moscou accorde un droit de transit aérien et ferroviaire au matériel américain transporté vers l'Afghanistan. La Russie accepte ainsi de collaborer avec les Etats-Unis sur le dossier iranien et vote le 9 juin 2010 en faveur de la résolution 1929. En

contrepartie, les Etats-Unis soutiennent l'accession de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce, qu'elle obtient le 16 décembre 2011. Enfin, les Etats-Unis suspendent aussi leur programme de bouclier anti-missile balistique en Europe (DAMB) lancé sous G. W. Bush.

La pièce maîtresse du *reset* demeure néanmoins le nouveau traité d'engagement mutuel de démantèlement d'arsenal nucléaire. Le 8 avril 2010 à Prague, Obama et Medvedev signent ensemble le traité *New START*. Ce traité prévoit notamment une réduction du nombre total de têtes nucléaires à 1550 dans chaque camp d'ici 2018 en partant de 1800 têtes pour les Etats-Unis et 2300 têtes pour la Russie. L'objectif ambitieux avancé est celui du *Global Zero* : l'élimination totale des armes nucléaires. Bien sûr les Etats-Unis et la

Russie détiennent encore un arsenal considérable d'environ 5000 têtes chacun et chaque acteur n'a pas intérêt à voir son arsenal disparaître mais il constitue un acte fort. Il signifie aussi que la priorité des Etats-Unis passe d'une lutte contre un adversaire stratégique à une lutte contre la prolifération et le terrorisme nucléaire.

Ce renouveau est facilité par l'élection en 2008 de Dimitri Medvedev, alors président du gouvernement, à la présidence de la Russie, place qu'il échange avec Vladimir Poutine. Medvedev est plus libéral que Poutine et représente une Russie plus ouverte et axée sur le développement. Le *reset* fonctionne bien avec la relation Obama-Medvedev. A partir de 2011 et du retour de Vladimir Poutine sur le devant de la scène, les thèmes nationalistes anti-américains reviennent. Dès son élection en 2012, Poutine met un coup d'arrêt au *reset* après les interventions américaines en Libye, l'opposition américaine à la position russe en Syrie et des désaccords politiques comme la loi Magnitski. Cette loi prévoit le refus d'entrée aux Etats-Unis et le gel des actifs des auteurs d'atteintes aux droits de l'homme en Russie.

La main tendue à l'Iran

De même qu'avec la Russie, la stratégie d'Obama dès son entrée en fonction est de mener une politique de la main tendue avec l'Iran pour espérer débloquer la situation.

Le 20 mars 2009, la veille de la fête de *Norouz* en Iran, Barack Obama adresse au régime islamique et au peuple

iranien une vidéo sous-titrée en farsi dans laquelle il appelle à établir des relations constructives entre les deux pays et souligne que seule la diplomatie et non les sanctions peuvent arriver à ce résultat. Cette position est très perturbante pour les alliés des Etats-Unis. Les Européens, qui ont adopté depuis 2006 une position ferme sur le dossier iranien voient leur doctrine de négociation, conditionnée à un arrêt immédiat des activités de l'Iran, être démentie.

Si l'Iran semble dans un premier temps répondre favorablement à cet appel, il continue ses opérations clandestines. De plus, la sanglante répression de la Révolution verte du 12 juin 2009 prouve que le discours du régime de Téhéran ne se conforme pas à ses pratiques. L'administration Obama, devant cette attitude et l'inquiétude de ses alliés, change son fusil d'épaule. Dès son discours sur l'état de l'Union le 27 janvier 2010, Obama prévient les dirigeants iraniens des conséquences s'ils continuent à ignorer leurs obligations internationales. Il va à la fois mener des politiques de pressions avec les sanctions onusiennes, européennes et américaines, et d'incitation avec la promesse d'arrêter ces pressions si l'Iran coopère. De plus, les Etats-Unis vont clairement avancer des menaces militaires de bombardements en collaboration avec Israël. En sous-main des efforts de sabotage sont menés avec les Européens et les Israéliens comme un programme de sabotage informatique visant les centrifugeuses enrichissant le combustible nucléaire.

Un rapport de l'AIEA fin 2011 vient

confirmer les doutes : l'Iran a bien comme but de développer une bombe atomique. De nouvelles sanctions sont prises et, face aux menaces de l'ayatollah Khamenei courant 2012 de fermer le détroit d'Ormuz en réponse à ces sanctions, l'US Navy double le nombre de ses navires en patrouille dans la zone. L'impact des sanctions pousse l'Iran à revenir à la table des négociations. En 2013, l'élection d'Hassan Rohani, candidat le plus « modéré » en lice, change la donne. L'Iran souhaite au moins changer d'attitude et desserrer l'étau des sanctions internationales qui touchent durement le pays. Obama renouvelle sa main tendue mais avec plus de prudence en appelant, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies de septembre 2013, à des « actes de transparence » plus que des mots. La situation en Syrie et en Irak, avec l'assaut des groupuscules terroristes sunnites de l'EIL à travers tout l'Irak, pousse désormais l'Iran et les Etats-Unis à collaborer, ou au moins à poursuivre le même objectif. En définitive, ce sont deux mains tendues qu'a présentées Obama : une première au début de son premier mandat à un gouvernement ultranationaliste et une au début de son second mandat à un gouvernement plus modéré.

La stratégie de Pittsburgh et de Jakarta : la mise en place du Pivot

Au sens strict, la stratégie du Pivot peut être définie comme un mélange d'efforts diplomatiques et militaires déployés vers l'Asie et détournés, pour cela, du Moyen-Orient, où ils ont été largement concentrés par G. W. Bush.

Cependant, au sens large, dans sa définition notamment défendue par Justin Vaïsse, le Pivot est caractérisé par un passage non plus seulement géographique (du Moyen-Orient vers l'Asie) mais du premier monde aux émergents, de l'unilatéralisme au multilatéralisme, du militaire au diplomatique et commercial. C'est cette définition que les sommets de Jakarta et de Pittsburgh ont véritablement consacrée.

Le sommet de Jakarta investit dans le premier pilier du pivot : l'engagement en Asie. Le premier voyage de la Secrétaire d'Etat Clinton s'effectue en Asie afin d'y annoncer la prochaine nomination (en 2011) d'un ambassadeur à l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) ce qui marqua le regain d'intérêt des Etats-Unis pour la région. Dans le même esprit, les enceintes plurilatérales asiatiques ont été investies (APEC, East Asian Summit).

En revanche, le sommet de Pittsburgh va se concentrer sur la coopération avec les émergents. Lors de ce forum international, consacré en partie à des questions de régulations de la finance, les Etats-Unis vont donner la part belle aux émergents en convoquant le G20. Selon le dessein original du nouveau président des Etats-Unis, toute négociation ayant pour thème l'économie doit passer du G7 au G20. Dans cette logique, les pays du G20 décident d'une réforme du FMI sur la répartition des quotes-parts (un rééquilibrage en faveur des émergents et aux dépens du Vieux Monde). Pour autant, cette réforme du FMI illustre d'autant mieux ce que Francis Fukuyama

appelle le « multi-multilatéralisme » : un processus où il s'agit d'utiliser les organisations internationales non point pour formuler un consensus ou se plier aux exigences de ses partenaires mais pour mieux parvenir à ses propres fins. Dès lors, si les Etats-Unis permettent aux émergents de prendre plus de quotes-parts aux FMI, ils gardent quant à eux une quantité suffisante pour bloquer toute décision (les Etats-Unis détiennent 16,75% des voix lorsque 15,01% suffisent pour bloquer toute décision) et baissent mécaniquement la part échue aux autres participants. Le Pivot est ainsi avant tout un outil au service de l'Amérique elle-même.

Déterminer la ligne de politique étrangère de Barack Obama : un exercice périlleux

La politique extérieure furtive : le trait d'union entre Obama et Bush Junior

Parlant des changements de tendance de la diplomatie américaine, le professeur de droit public Serge Sur affirme qu'elles « *se traduisent à court terme par un repli apparent, une modestie internationale affichée, tandis que de façon sous-jacente la volonté de conserver un rôle dominant, le sentiment de supériorité de leur modèle, de sa légitimité comme lumière du monde nourrissent une stratégie à plus long terme de reconfiguration de la puissance américaine et de reconstruction d'une hégémonie durable* ». Ainsi Barack Obama chercherait-il à faire des Etats-Unis, provisoirement peut-être, un « *catalyseur indispensable* » et non plus « *une nation indispensable* » ?

Ainsi, loin d'être l'exact opposé de son prédécesseur (G. W. Bush, à la fin de son mandat, a rechigné à plusieurs reprises à intervenir à l'étranger), Barack Obama s'emploierait, avec des méthodes moins visibles, à conserver un leadership tout aussi prégnant sur les affaires mondiales et à conduire des objectifs similaires (lutte contre le terrorisme global) grâce à des outils controversés

Ainsi est-ce le cas pour les drones : « *Au moment du discours du Prix Nobel à Oslo le 10 décembre 2009, il avait déjà autorisé un plus grand nombre de frappes que George W. Bush pendant ses huit années de présidence* ». En effet, les drones permettent une véritable politique étrangère discrète qui n'attire pas les regards (et critiques) de l'opinion, qu'elle soit américaine ou mondiale. Néanmoins, malgré les avantages qu'ils procurent, les drones ne sont pas exempts de défauts qu'on attribue à l'Amérique de G. W. Bush. Premièrement, les frappes de drone hors champ de bataille (sur le territoire pakistanais par exemple) sont empreintes d'illégalité et d'unilatéralisme. Deuxièmement, elles peuvent se révéler extrêmement contre-productives dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, là où le renseignement humain a permis, notamment, de découvrir l'endroit où se situait Ben Laden, les frappes de drone ne font qu'éliminer des terroristes, ce qui rend par ailleurs difficile de savoir où et comment les prochains attentats sont planifiés. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les drones constituent l'immense majorité des interventions militaires décidées par

Barack Obama. Le fait est suffisamment marquant pour qu'on lui ait prêté en 2013 cette phrase avec le personnel de la maison blanche en 2012 : « I'm really good at killing people with drones ».

Excepté l'usage des drones, le second outil utilisé par Barack Obama est constitué par les groupes d'interventions spéciales (rendus emblématiques lors de l'élimination de Ben Laden). Leur nombre a été multiplié par 10 entre 2008 et 2010, mais reste bien secondaire.

Enfin, avec l'exemple typique de l'Iran, les cyber-attaques du type opération « *Olympic Games* » permettent également d'empêcher (ou de retarder) une intervention militaire. L'obtention de l'arme nucléaire par l'Iran aurait ainsi été retardée de deux ou trois années. Au final, ces trois outils (drones, raids, cyber-attaques), dont Bush et Obama ont usé voire abusé, permettent de relier les deux présidences.

Le Pivot, doctrine véritable d'Obama ?

Lorsqu'il s'agit de définir la doctrine politique d'Obama, au moins sur son premier mandat, la stratégie du Pivot est généralement mise en avant : passer d'une politique étrangère se focalisant sur le Moyen-Orient à l'Asie, préférer les émergents aux alliances traditionnelles, engager la coopération, notamment économique, au lieu de l'unilatéralisme exclusivement centré sur l'outil militaire. Plusieurs événements et décisions politiques ont néanmoins mis à mal cette ligne politique.

Le premier renoncement concerne sa

composante géographique. En Afghanistan, les Talibans sont toujours aussi menaçants et presque assurés, lors d'un retrait des Etats-Unis, de reprendre à terme le contrôle du pays. Les Etats-Unis sont d'autant plus certains de poursuivre leur engagement au Moyen-Orient depuis l'avancée spectaculaire du groupe terroriste dénommé « Etat islamique en Irak et au Levant » (EIL ou *ISIS*). L'argument d'un retrait encouragé par la fin de la dépendance aux ressources pétrolières de la région apparaît quelque peu fallacieux. Les Etats-Unis n'auraient en effet que peu d'intérêt à voir le coût de l'énergie augmenter en cas de problèmes d'exploitation du pétrole. Il est donc probable qu'ils continuent à surveiller la zone et à juguler, dans la mesure du possible, les conflits sur place. Les Etats-Unis en sont loin d'en avoir terminé avec le Moyen-Orient.

Pour ce qui est du Pivot en tant que reconnaissance et coopération approfondie avec les émergents comme l'a illustré le sommet de Pittsburgh, là aussi de récents événements semblent questionner la pertinence de la doctrine. En effet, suite à la crise ukrainienne, les Etats-Unis se sont rapprochés de leurs alliés européens, ce à la fois pour faire bloc face à la Russie et ses agissements en Crimée mais également pour donner plus de consistance à l'OTAN, soumise à une pression certaine notamment dans les pays baltes (composés de minorités russes qui pourraient, le cas échéant, réclamer la protection du grand voisin). La Chine, avec ses revendications territoriales, semble pousser Washington à la même attitude

protectrice, dans le Pacifique cette fois-ci.

Difficile donc de faire du Pivot la ligne directrice de la politique étrangère de Barack Obama. Si la volonté de se retirer des guerres du Moyen-Orient pour engager une collaboration plus grande avec l'Asie semble avoir marqué le début de son premier mandat, force est de constater que les conditions n'étaient pas réunies. Quant au recentrage de leur alliance au profit des émergents, les événements ont montré qu'on devait compter avec et sur les anciens alliés européens.

Obama le conséquentialiste ?

La politique étrangère de Barack Obama paraît difficile à cerner. Ses plus proches conseillers eux-mêmes semblent se refuser à l'exercice, Denis McDonough affirme ainsi : « *Nous ne prenons pas de décision sur une question comme une intervention sur la base d'une cohérence ou d'un précédent. Nous décidons sur la base de ce qui peut le mieux faire avancer nos intérêts dans la région.* ».

Il est vrai que, même dans le cas d'un phénomène géopolitique tel que le printemps arabe (entraînant des pays l'un après l'autre dans la révolution, ce dans un délai plutôt bref), Barack Obama a cherché à différencier chaque situation selon les intérêts qu'il avait à faire valoir pour son pays. Il va tout d'abord identifier les pays où la transition démocratique a des chances de prendre et celle où encourager un mouvement naissant serait stérile. C'est le cas de l'Arabie Saoudite.

Il va ensuite voir les pays dont un renversement du pouvoir en place n'est acceptable ni pour la région ni pour les intérêts directs des Américains. C'est le cas du Bahreïn, à majorité chiite mais dirigé par des sunnites. Laisser le régime basculer aurait signifié laisser l'Arabie Saoudite avec un pouvoir chiite de plus à ses frontières (sachant que l'Est du pays des Saoud est composé de minorités chiites), ce qui est tout sauf propice à la stabilité régionale. Surtout, Bahreïn est le quartier de la cinquième flotte américaine en charge du Golfe persique et la principale base américaine dans la région : rien ne garantit qu'un nouveau pouvoir, d'obédience chiite, ne renouvelle ce type d'accords.

Au final, la cohérence est particulièrement difficile à trouver chez Barack Obama, qui dès son premier mandat était inclassable. « *Chacun projette en Obama ce qu'il veut y voir. C'est, après tout, un formidable avantage pour un homme politique. Ainsi au bout de quatre ans a-t-il des atouts à faire valoir auprès de l'aile gauche du parti démocrate, des colombes, voire des isolationnistes (le retrait complet d'Irak, le retrait planifié d'Afghanistan, la baisse du budget de la défense) comme auprès des interventionnistes libéraux (la guerre en Libye, l'abandon rapide de Moubarak en Egypte), des multilatéralistes (le G20, le réinvestissement dans le Conseil des droits de l'homme de l'ONU), des réalistes (le reset des relations avec la Russie, le soutien préservé à Bahreïn et à l'Arabie Saoudite) et même des faucons, notamment pour répondre aux accusations de faiblesses lancées par les*

républicains (le surge en Afghanistan, le raid victorieux contre Ben Laden, la guerre par drones interposés) » [Justin Vaïsse, Barack Obama et sa politique étrangère].

La poursuite d'un inexorable déclin américain sur la scène internationale ?

Le poids et les séquelles des deux guerres héritées du président précédent

En décembre 2011, Leon Panetta, secrétaire américain à la défense, annonce officiellement la fin de la mission de l'armée américaine en Irak avec le départ des dernières troupes. Un bilan peut dès lors être tiré de ce conflit. La guerre en Irak elle-même a déjà coûté près de 2 000 milliards de dollars. Le budget du ministère américain des Anciens combattants a plus que doublé en dix ans, passant de 61.4 milliards (2.5% du PIB) en 2001 à 140.3 milliards (3.5% du PIB) en 2013.

Le poids économique est fort mais les séquelles sociales sont lourdes elles aussi : le taux de suicide chez les anciens combattants est largement supérieur à la moyenne avec un taux de 20%, ce qui crée un climat délétère autour de ces conflits qui sont perçus comme de « nouveaux Vietnam ».

A ces poids socio-économiques s'ajoutent un poids politique. Les Etats-Unis sortent de la Guerre Froide en superpuissance invincible dotés d'une armée implacable (à une exception près il est vrai). L'engagement en Afghanistan et en Irak vont rapidement clouer l'armée sur place dans des opérations de guérillas après des victoires

écrasantes contre des forces conventionnelles. En 2011, les Etats-Unis quittent définitivement l'Irak avec une image de vaincus. De plus, l'Etat irakien est toujours fragile.

La conséquence de cette perte d'influence sur les affaires mondiales et du traumatisme créé par ces conflits est un courant néo-isolationniste qui traverse la société américaine. Les Américains ne veulent plus voir leurs soldats être engagés dans un conflit loin de chez eux et encore moins au Moyen-Orient. L'armée doit en tenir compte et change de doctrine sous l'impulsion de l'administration Obama avec notamment l'adoption d'un soutien aux opérations d'alliés sans pour autant s'engager sur le terrain (le fameux « *leading from behind* »).

Cette approche pourrait parfois être qualifiée de pusillanime. En effet, lorsqu'Obama a menacé d'intervenir en Syrie si Bachar Al-Assad utilisait des armes chimiques, il traçait une « ligne rouge », il n'a pas eu les ressources politiques de mettre sa menace à exécution lorsque Damas a employé ces armes contre sa population. Dès lors, les acteurs de la région ont compris qu'ils avaient feu vert pour agir : la Russie a annexé la Crimée en étant certaine que les Etats-Unis n'iraient pas déployer de force pour l'en empêcher et les forces des groupuscules terroristes sunnites agissant dans la région ont redoublé d'effort jusqu'à constituer une force importante en Irak susceptible de faire tomber le peu d'Etat que les Etats-Unis avaient réussi à mettre sur pieds.

Situation domestique et politique

extérieure

Avec une opposition républicaine inflexible dans les deux chambres et une pression croissante pour réduire les dépenses de l'Etat, les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre des interventions extérieures comme celle de l'Irak en 2003.

En ce qui concerne son capital politique, Obama voit sa faible marge de manœuvre se réduire encore. Ainsi, l'élément politique qui cristallise toutes les oppositions et empêche Obama de mener une politique extérieure audacieuse est paradoxalement sa réforme phare : l'*Obamacare*. Par ailleurs, les démocrates sont divisés sur des questions telles le traité de libre-échange en cours de négociation avec l'Asie et l'Union Européenne ou encore la construction du segment international de l'oléoduc *Keystone XL* : le président est opposé au projet pour des raisons environnementales mais de nombreux démocrates soutiennent l'oléoduc pour les emplois qu'il pourrait créer.

Barack Obama n'a donc pas les mains libres politiquement pour prendre des initiatives en matière de politique étrangère.

Le deuxième est la maîtrise de la politique énergétique de la nation rendue possible par l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels comme le gaz ou le pétrole de schiste. Grâce à ces produits extraits, les Etats-Unis devraient, vers 2020, redevenir le premier producteur mondial d'hydrocarbure. Surtout, l'impact le plus fort sur la politique étrangère devrait

être une indépendance accrue par rapport aux nations lui fournissant des hydrocarbures, à savoir les pétromonarchies du Golfe. Plus d'indépendance signifiera donc pouvoir sortir les troupes de la région et cesser d'être contraint de faire le gendarme dans des situations explosives. Enfin, elle permet à l'administration Obama de se positionner comme un pays moteur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la transition énergétique.

Cependant, afin de poursuivre dans cette voie, Barack Obama doit faire face aux difficultés politiques soulignées plus haut alors que les Républicains sont contre toute réglementation environnementale. Dans ce contexte, la présentation en juin 2013 d'un nouveau plan climat par le gouvernement prévoyant la création d'une agence de protection de l'environnement, d'une réglementation des centrales thermiques et de la finalisation des normes d'émissions des nouvelles centrales est un test. Cela constituerait une dernière tentative de faire passer un plan symbolique sur le plan national et international qui permettrait de redonner un coup de fouet au *soft power* américain.

Un débat à mettre en perspective

Le déclin des Etats-Unis est-il en bonne voie ? Les guerres en Irak et en Afghanistan, en plus de leurs coûts exorbitants, apparaissent soit avoir été menées pour rien (Afghanistan) ou alors avoir engendré plus de menaces qu'elles n'en ont évitées (Irak). Du côté de la politique domestique, aucune marge de

manœuvre ne semble être ménagée étant donnée la polarisation des forces partisans (avec un *Tea Party* qui est loin d'avoir rendu ses derniers soupirs). Enfin, la Chine apparaît comme un adversaire de taille avec sa démographie gigantesque et sa puissance économique grandissante.

Une mise en perspective apparaît nécessaire tant les accès de « déclinisme » ont été fréquents aux Etats-Unis depuis les débuts de la Guerre froide. Spoutnik en a été l'un d'eux, surmonté par la mission Apollo. Le Vietnam, les chocs pétroliers et, les prix du pétrole augmentant, le regain de vigueur de l'empire soviétique sous Brejnev sont autant de coups durs surmontés notamment avec la présidence de Ronald Reagan. On aurait pu penser que la chute de l'URSS éloignerait la perspective du déclin pour les Etats-Unis : c'était sans compter sur le Japon et son impressionnante expansion économique. Suite à la stagnation économique de ce dernier puis la révolution des NTIC, les Etats-Unis ont repris des couleurs pour arriver au 11 septembre, à la crise financière de 2007 et à la montée en puissance de la Chine et autres émergents. Que montre ce très succinct historique ? Que rien n'est joué d'avance et que, si le déclin des Etats-Unis semble inévitable sur le long terme, il est difficile de situer la période à laquelle celui-ci adviendra véritablement.

« Cette fois-ci c'est différent » avanceront plusieurs observateurs. Ainsi, la reculade sur le dossier syrien (la ligne rouge sur les armes chimiques semble avoir été allégrement franchie à

plusieurs reprises) n'a pas fini d'interroger sur la volonté voire capacité des Etats-Unis à intervenir pour défendre leurs alliés. Ensuite, selon le mémorandum de Budapest de 1994, l'Ukraine devait céder son armement nucléaire en échange de l'intégrité de son territoire (garantie par la Russie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne). Or si l'Est est toujours en proie à l'insurrection, force est de constater que la Crimée, annexée par la Russie, n'a déclenché que des remontrances non suivies d'effet (mises à part quelques sanctions mineures).

Cela signifie-t-il pour autant que les Etats-Unis sont définitivement hors du jeu international ? La Crimée comme la Syrie apparaissent, rétrospectivement et du point de vue des intérêts vitaux des Etats-Unis, comme des enjeux mineurs. Surtout, le fait que les Etats-Unis n'utilisent pas leur outil militaire à tout bout de champ ne démontre pas leur manque de puissance. Celle-ci est à l'heure actuelle incontestable et jamais atteinte par aucune autre puissance dans l'histoire. Les dépenses militaires des Etats-Unis représentent en 2014 40% des dépenses mondiales et, à titre de comparaison, si l'on cumule les budgets de défense chinois et russes, ils n'arrivent pas à la moitié du budget américain. De même, le réseau d'alliance des Etats-Unis est largement supérieur à l'ensemble de ses concurrents (sans parler de son environnement proche, comparé à celui de la Chine ou de la Russie, qui lui est très hostile et en majorité écrasante pro-américain). Le déclin des Etats-Unis peut bien attendre plusieurs années avant d'être un fait incontestable.

Bibliographie

- Alexandra De Hoop Schoeffer, *Les défis de la relation transatlantique*, Politique américaine, n°22.
- Benjamin barthe, Jacques Follorou, Cécile Hennion et Yeves-Michel Riols, *Damas persiste à mener des attaques chimiques au chlore*, Le monde, 4 juin 2014.
- Corine Lesnes, *Barack Obama, gendarme du monde malgré lui*, Le monde, 31 août 2012.
- Corine Lesnes, *Iran : Barack Obama passe de la main tendue à la fermeté*, Le monde, 4 février 2010.
- Christophe Ayad et Serge Michel, *En Iran, l'élection d'Hassan Roani, fruit des sanctions*, Le monde, 17 juin 2013.
- Douzet Frédéric et Vaïsse Justin, *Obama, le président du pivot*, Hérodote, 2013/2 n° 149
- Fareed Zakaria, *The foreign policy President*, Time, 30 janvier 2012.
- Francis Fukuyama, *America at the Crossroads : Democracy, Power, and the neoconservative legacy*, Yale University Press, 2006.
- Guillaume de Rougé, *La dissuasion Nucléaire sous la présidence Obama : Bilan d'étape et perspectives*, Hérodote, 2013/2 n°149.
- Jean-Loup Samaan, *Les Etats-Unis dans le Golfe Persique : la Realpolitik d'Obama en action ?*, Hérodote, 2013/2 n°149
- Justin Vaïsse, *Barack Obama et sa politique étrangère*, Odile Jacob, 2012.
- Paul Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable (Pop internationalism)*, La découverte, 1998
- Roland Gauron, *Ces guerres que les Etats-Unis payent, un siècle plus tard*, Le Figaro, 21 mars 2013.
- Serge Sur, *Les nouveaux défis américains*, Questions internationales, n°64.

Autres ressources

- *Les Républicains veulent attaquer Obama en Justice*, Courrier International, 24 juin 2014.
- Pierre Conesa, *Afghanistan, le vrai coût des guerres*, Libération, 7 mai 2013.
- Présentation des Etats-Unis, Diplomatie.gouv.fr/
- Ryan Lizza, *The consequentialist : how the Arab spring remade Barack Obama's foreign policy*, The New Yorker, 2 mai 2011.
- Simon Sebag Montefiore, *Ces grands discours qui ont changé le monde*, Dunod, 2000.
- *The Pivot to Asia with Kurt Campbell and Susan Shirk*, <http://www.uctv.tv/shows/The-Pivot-to-Asia-with-Kurt-Campbell-and-Susan-Shirk-25372>
- *What would America fight for ?*, The Economist, 3 mai 2014.

Et quelques articles de notre site internet qui traitent de la politique étrangère des Etats-Unis sous l'administration Obama

- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/amerique/16007-la-politique-etrangere-des-etats-unis-le-repli-vers-lisolacionnisme>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/international/18828-etats-unis-dollar-et-embargo>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/histoires/18269-levolution-de-la-politique-etrangere>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/17934-sanctions-economiques-arme-de>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/15854-les-etats-unis-au-moyen-orient>
- <http://les-yeux-du-monde.fr/actualite/amerique/2894-obama-reprend-la-main-sur-le-proche-orient-un-calcul-politique>

A propos des auteurs...



[Vincent SATGE](#) est cofondateur du site les-yeux-du-monde.fr ainsi que coprésident de l'association Les Yeux du Monde. Il étudie actuellement à Sciences Po Bordeaux.



[Nicolas MOULIN](#) est étudiant à Euromed Management, secrétaire de l'association Les Yeux du Monde, et ancien membre de la commission SimONU, qui organise des simulations de négociation de type ONU et qui participe aux différents MUN européens et américains. Il était responsable simulation et Think Tank au sein de cette commission.

Zones de prédilection : Europe et Etats-Unis.